

# LES NOUVEAUX RÉSISTANTS

## Contribuables associés : la voix de la raison

**(3/4)** Fondé en 1990, Contribuables associés n'en finit plus de demander des comptes aux pouvoirs publics. Dénonçant inlassablement le gaspillage, le groupe de pression a de nouveau le vent en poupe.

Par Marc Eynaud

C'est pas cher, « c'est l'État qui paye ». La rumeur dit que cette petite phrase du président François Hollande, lâchée lors d'un journal télévisé en 2014, a lézardé la façade de l'immeuble dans lequel Contribuables associés (CA) a installé ses locaux en plein centre de Paris. « Cette petite phrase, c'est le résumé du drame de ce pays. C'est ce pour quoi nous existons », affirme Benoît Perrin. Le directeur général de cette association lancée en 1990 connaît comme sa poche les ressorts de la gabegie de nos finances publiques. C'est en arrivant à l'université que le jeune étudiant d'alors prend conscience de l'ampleur du sujet. « Nous n'étions même pas entrés dans notre premier amphî que nous entendions déjà des syndicats étudiants de gauche appeler à la grève », se souvient le jeune quadragénaire qui se rappelle, de ses années universitaires, « la culture de la haine de l'entreprise et surtout le culte de l'argent magique ».

Après un passage à l'Uni, il passe ses premières années comme consultant dans une entreprise privée travaillant pour le secteur public; il y découvre l'ampleur de la culture du gaspillage. Après plusieurs années à l'Institut de formation politique, il prend la direc-

tion de Contribuables associés en décembre 2022. « La première association non subventionnée », rappelle Alexandre Pesey. Le cofondateur de l'IFP est également président bénévole de Contribuables associés. Avec ses 350 000 donateurs et sympathisants, le groupe de pression entend bien faire à nouveau entendre la voix des contribuables, « premier parti de France », rappelle-t-on volontiers entre ses murs.

### “Contre l'oppression fiscale, la pression des contribuables”

C'est justement ce qu'est Contribuables associés: un groupe de pression militant pour une gestion économe de l'argent public. « On est souvent sollicité par des lobbies qui nous demandent des efforts, des moyens, de l'argent...

**“AVEC SES 350 000 DONATEURS ET SYMPATHISANTS, LE GROUPE DE PRESSION VEUT PLUS QUE JAMAIS FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES CONTRIBUABLES.”**

Eux ils nous demandent justement d'en faire moins », sourit un député LR qui les connaît bien. Et pour y arriver, ce groupe a à sa disposition plusieurs armes: le travail parlementaire qui passe par l'organisation de colloques mais également un travail de soutien auprès de députés sensibilisés aux questions de dépenses publiques. « On s'adresse aux 577 députés », assure Perrin. L'association a de bonnes relations traditionnellement avec LR mais également avec la majorité présidentielle et de plus en plus avec les députés RN. La Nupes? « On les contacte, mais aucun d'entre eux ne daigne répondre », semble s'amuser Perrin.

Contribuables associés fournit également un grand nombre d'études sur des sujets divers: l'enfer bureaucratique, les agences de l'État, la dette, le coût de l'immigration... et la mise en place d'outils comme le site [arguscommunes.touscontribuables.org](http://arguscommunes.touscontribuables.org) qui, sur la base d'informations récupérées sur le site du ministère de l'Économie, note votre commune en fonction de critères de dépenses publiques, d'endettement et de sérieux budgétaire. « Un travail de fourmi », reconnaît-on à CA et qui aura valu quelques courriers laudatifs de maires ravis de voir leur bonne gestion ainsi promue, mais également



BARBARA VIOLLET

**Nouveau visage de Contribuables associés, Benoît Perrin entend redonner à Contribuables associés un rôle de premier plan dans la lutte contre le gaspillage de l'argent public..**

*pôts non financées* ». On touche ici au cœur du combat de Contribuables associés: le poids des dépenses publiques et de la dette.

### **Le poids des dépenses publiques**

*« En 2027, 100 % de l'impôt sur le revenu sera utilisé pour le remboursement des intérêts de notre dette », martèle Perrin.* Il y a huit mois, Contribuables associés publiait un documentaire d'une heure quarante sur YouTube intitulé: *Trois Mille Milliards, les secrets d'un État en faillite*. Le film, vu plus par plus de 2 millions d'internautes, a fait l'effet d'une petite bombe. Portée par un casting cinq étoiles comme l'ancien Premier ministre Édouard Balladur ou le magistrat à la Cour des comptes François Écalle, la vidéo a fait le tour des rédactions.

*« On se retrouve chaque année avec 25 % d'écart entre les recettes et les dépenses », s'alarme Perrin.* Pour lui, le constat est sans appel: *« Tout le monde sait à présent qu'existe un mur de la dette. La seule question qui se pose encore, c'est à quelle distance du mur sommes-nous »,* alerte encore une fois l'intéressé qui demande *« une gestion de chef de famille »*. Contribuables associés l'assure, il n'a rien contre les fonctionnaires, il demande simplement moins de gaspillage et surtout la levée d'un des plus grands tabous français: la dépense publique. *« Il n'y a pas d'argent public, il y a de l'argent privé confié à nos élus »,* affirme Perrin qui cite l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme: *« Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »* Un article que la gauche a tendance à oublier... ●

quelques remontrances d'élus peu satisfaits de voir leur impérite étalée au grand jour.

Autre moyen: la présence médiatique. De Franceinfo à CNews, Benoît Perrin est devenu un habitué des plateaux. Cela lui a permis de parler pendant la campagne éclair des élections législatives de l'état des finances

publiques et d'essayer d'en faire un « enjeu majeur ». Pari en partie réussi puisqu'il note que pour la première fois ce sujet, habituellement relégué aux enjeux secondaires, est « enfin devenu un axe de la campagne ». Un paradoxe pour Perrin qui note qu'en face, « on n'a jamais autant promis de cadeaux, c'est-à-dire des baisses d'im-